

Working Group VIII

Working document 43

**WORKING GROUP VIII « DEFENCE »**

**Subject :** Note by Mr Valdo SPINI

In view of the meeting of the Group on 10 December, members will find attached a note by Mr Valdo Spini, alternate member of the Convention.

-----

**DOCUMENT DE M. VALDO SPINI, REPRÉSENTANT DE LA CHAMBRE DES  
DÉPUTÉS ITALIENNE, EN VUE DE LA RÉUNION FINALE DU GROUPE DE LA  
DÉFENSE, PRÉVUE POUR LE 10/12/02**

Le thème de la défense, qui n'apparaît à plein titre que dans le Traité d'Amsterdam, entré en vigueur le 1er mai 1999, est crucial pour le développement de l'Union européenne en tant qu'acteur politique sur la scène internationale. Mais il est en même temps un thème controversé en raison des positions diverses qu'expriment les Pays membres ou candidats (Pays de l'OTAN, Pays non alignés ou neutres, Pays candidats à l'entrée dans l'OTAN).

Voilà pourquoi il convient de l'aborder ayant à l'esprit deux buts principaux :

1) Pas de marche en arrière par rapport à ce qui est déjà acquis. Ce qui veut dire qu'on laisse la porte ouverte à la mise en œuvre de ce que contient le Traité, à savoir que la PESD « *inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune (...) qui pourrait conduire à une défense commune, si le Conseil européen en décide ainsi.* »

Cela signifie qu'il ne faut pas prendre des décisions qui empêcheraient d'atteindre ce but à longue échéance.

Nous ne devons pas oublier, parmi tout ce qui a déjà été décidé à l'unanimité, le *Helsinki headline goal*, c'est à dire l'engagement à préparer, d'ici 2003, une force d'intervention rapide européenne d'environ 50/60.000 hommes. Cet engagement, qui a été pris à l'unanimité, doit être tenu à plus forte raison maintenant, l'OTAN ayant à son tour décidé, au récent sommet de Prague, de constituer sa propre force d'intervention rapide, quoique plus petite, de l'ordre des 20.000 effectifs et avec des objectifs plus larges que ceux de la force européenne.

Dans ce contexte il est décisif que l'on crée les conditions politiques pour atteindre ce qu'on a nommé l'accord « Berlin + », c'est à dire la possibilité pour la force d'intervention rapide européenne d'utiliser les structures et les ressources de l'OTAN.

J'estime par ailleurs que cette force d'intervention rapide européenne pourrait être d'une grande utilité pour les besoins de l'ONU, et qu'il faut souligner cette potentialité.

2) Mais il ne suffit pas de défendre ce qu'on a acquis ; il faut aussi savoir aller de l'avant.

Je crois, à cet égard, qu'il convient de souligner de façon positive ce que le président du groupe, M. Michel Barnier, a proposé dans le document qu'il a présenté le 29 novembre dernier (point 48). Il y esquisse une « Eurozone de la défense », où seulement les États qui entendent y participer prendraient les décisions. De la sorte on ne portera pas préjudice aux positions des Pays neutres ou non alignés, tandis que ceux qui s'engagent dans la politique de défense européenne pourront progresser davantage.

Je voudrais illustrer cette nécessité par un exemple concret : en 1998 l'on décida d'entreprendre la mission de secours humanitaire « Alba » en Albanie. Ce fut la première mission avec la participation des seules nations européennes, sans l'intervention directe des USA. Or, la mission ne put se parer d'aucun nom européen, on ne put la placer sous l'enseigne officielle d'aucune institution européenne puisque quelques Pays membres n'y participèrent pas. Cela ne doit plus se passer. Voilà pourquoi il faut soutenir la création d'une « Eurozone de la défense ».

On pourrait inclure par contre dans le document de M. Barnier une référence que l'on trouve dans la déclaration conjointe franco-allemande (de Villepin – Fischer), au sujet de la possibilité de modifier l'article 296 TCE pour impulser une plus grande coopération dans le domaine de l'industrie des armements. Cette coopération s'avère extrêmement nécessaire vu le déséquilibre non seulement quantitatif, mais surtout qualitatif, en termes d'efficience et d'efficacité, qui existe entre le montant global des dépenses militaires des Pays membres de l'UE et les dépenses des États-Unis.

Un autre point important dans le document Barnier est la préfiguration d'une Agence européenne des armements. Il faut souligner la nécessité de ne pas disperser les expériences actuelles de l'OCCAR, de la L. o. I. et de la WEAG.

Le document Barnier est à renforcer pour ce qui est du contrôle parlementaire. Tandis que les compétences du Parlement européen dans ce domaine se développent, des réunions périodiques des Présidents (ou des Bureaux) des Commissions de la défense des Parlements nationaux pourraient apporter une contribution utile.

Concernant la clause d'assistance réciproque en cas d'attaque, certains Pays membres sont déjà liés entre eux par l'article 5 du Traité de l'OTAN.

Il y a cependant une autre question qui se pose, à savoir ce que nous allons faire de la clause d'assistance mutuelle prévue à l'article 5 du Traité de l'Union européenne occidentale. Cette clause doit-elle mourir avec l'UEO ou plutôt être transférée dans notre nouveau Traité constitutionnel ? Dans l'affirmative, faut-il la réadapter afin qu'elle inclue les nouvelles menaces à la sécurité, surtout après le 11 septembre, ainsi que l'exigence de coopération dans le cadre de la protection civile ? Ma réponse personnelle est oui, mais il s'agit d'un interrogatif crucial sur le quel il faut se prononcer.

Dans le document Barnier, la prévision d'un nouveau commandant militaire en chef des opérations sur le terrain est peut-être superflue. Il existe quatre commandements européens déjà constitués, alors qu'il ne faut pas oublier que d'après la doctrine OTAN du sommet de Berlin de 1996 (identité de défense et de sécurité européenne, non séparée mais séparable), on peut placer au poste de commandant en chef la figure du *Deputy SACEUR*, en d'autres mots du haut officier européen qui est le commandant adjoint de l'OTAN.

Il convient par contre d'appuyer la proposition contenue dans le document Barnier de nommer un Haut représentant adjoint de la PESC, spécifiquement chargé des tâches liées à la PESD. Le profil institutionnel de cette dernière figure va dépendre bien entendu des décisions plus générales qui seront prises quant à la place et au rôle du Haut représentant de la PESC.

En conclusion, le document Barnier doit être apprécié et soutenu avec les propositions d'intégration que nous avons formulées ci-dessus.